



World Food Programme  
Programme Alimentaire Mondial  
Programa Mundial de Alimentos  
برنامج الأغذية العالمي

**Conseil d'administration**  
Première session ordinaire  
Rome, 25-27 février 2019

Distribution: générale

Point 8 de l'ordre du jour

Date: 4 février 2019

WFP/EB.1/2019/8-E/1

Original: anglais

Questions opérationnelles

Pour information

Les documents du Conseil d'administration sont disponibles sur le site Web du PAM (<https://executiveboard.wfp.org/fr>).

## **Révisions des plans stratégiques de pays et des plans stratégiques de pays provisoires et augmentations budgétaires correspondantes approuvées par le Directeur exécutif ou par le Directeur exécutif et le Directeur général de la FAO entre le 1er juillet et le 31 décembre 2018**

1. Lors des consultations informelles organisées en prévision de la tenue de la deuxième session ordinaire de 2017 du Conseil d'administration, le PAM s'est engagé à informer régulièrement le Conseil des révisions et des augmentations budgétaires correspondantes concernant les plans stratégiques de pays (PSP) et les plans stratégiques de pays provisoires (PSPP) approuvés par le Directeur exécutif en vertu des pouvoirs qui lui sont délégués par le Conseil, notamment les révisions et augmentations approuvées conjointement par le Directeur exécutif et par le Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)<sup>1</sup>.
2. Conformément aux décisions du Conseil, les pouvoirs délégués au Directeur exécutif pour ce qui est de l'approbation des modifications s'appliquent aux cas suivants<sup>2</sup>:
  - a) révision des opérations d'urgence limitées ou révision liée à une situation d'urgence concernant un PSP, un PSPP ou un plan stratégique de pays provisoire de transition (PSPP-T), avec l'approbation conjointe du Directeur général de la FAO lorsque l'augmentation budgétaire correspondante est supérieure à 50 millions de dollars É.-U.;

<sup>1</sup> Voir le document intitulé "Point sur la feuille de route intégrée" (WFP/EB.2/2017/4-A/1/Rev.1, approuvé par le Conseil d'administration dans sa décision 2017/EB.2/2), par. 105-112.

<sup>2</sup> Voir le document intitulé "Décisions et recommandations de la deuxième session ordinaire de 2017 du Conseil d'administration" (WFP/EB.2/2017/11, décision 2017/EB.2/2), par. vi), et annexe II du document WFP/EB.2/2017/4-A/1/Rev.1.

### **Coordonnateurs responsables:**

Mme J. Luma  
Directrice  
Bureau du Directeur exécutif adjoint  
tél.: 066513-2923

M. R. Saravanamuttu  
Conseiller principal pour les programmes  
Unité d'appui à la gestion des opérations  
tél.: 066513-2649

- b) révision à la hausse d'un ou de plusieurs effets directs stratégiques d'un PSP, d'un PSPP ou d'un PSPP-T, associés aux domaines d'action privilégiés "renforcement de la résilience" ou "causes profondes", à condition que le montant total de l'augmentation budgétaire correspondante n'excède pas 25 pour cent du dernier montant figurant dans le plan approuvé par le Conseil ou, en l'absence d'un tel montant pour les PSPP-T, du montant initialement approuvé par le Directeur exécutif, ou 150 millions de dollars;
  - c) révision des composantes non liées à une situation d'urgence intégrées dans un PSPP-T faisant suite à une opération d'urgence limitée;
  - d) révision d'un PSP, d'un PSPP ou d'un effet direct stratégique financé intégralement par le pays hôte;
  - e) ajout à un PSP, un PSPP ou un PSPP-T d'un effet direct stratégique financé intégralement par un pays hôte, dans le cas où celui-ci n'a pas demandé que le Conseil d'administration approuve ledit effet direct stratégique; et
  - f) révisions relatives à des activités de prestation de services.
3. Le présent rapport fait état des révisions et des augmentations budgétaires relatives à des PSP, des PSPP et des PSPP-T, approuvées entre le 1<sup>er</sup> juillet et le 31 décembre 2018, comme récapitulé ci-après et dans l'annexe.
4. Au cours de la période considérée, 24 révisions ont été approuvées. Trois d'entre elles l'ont été sous l'autorité du Directeur exécutif, une autre sous l'autorité du Directeur exécutif adjoint; sept l'ont été par des directeurs régionaux et 13 par des directeurs de pays en vertu des pouvoirs qui leur sont délégués par le Directeur exécutif. Ces révisions représentent un coût total pour le PAM de 247 millions de dollars.

## **Révisions et augmentations budgétaires approuvées par le Directeur exécutif**

5. **La troisième révision du PSP pour la Colombie (2017-2021)** a été rendue nécessaire par la crise économique aiguë qui touche le Venezuela, en raison de laquelle 2 millions de Vénézuéliens ont émigré vers les pays voisins en quête d'un accès à l'emploi, à des services médicaux et à l'alimentation. En raison de la longueur et du caractère poreux de la frontière qu'elle partage avec le Venezuela, c'est la Colombie qui a reçu le plus grand nombre de migrants – plus de 1 million. Le 26 mars 2018, en réponse à la multiplication des besoins, le PAM a déclenché une intervention d'urgence majeure de niveau 2. Compte tenu des conclusions des évaluations menées, la révision a pour objet l'élargissement de la couverture des activités 2 et 3 (effet direct stratégique 2), de sorte qu'il soit possible d'augmenter le nombre des bénéficiaires en fournissant une assistance alimentaire d'urgence aux migrants vénézuéliens dans les centres de transit ainsi qu'aux ménages composés de migrants vulnérables de diverses origines qui vivent dans des établissements informels et ont l'intention de rester en Colombie. En outre, une assistance alimentaire sera fournie aux communautés autochtones vulnérables accueillant un nombre important de migrants vénézuéliens. En raison de leurs besoins nutritionnels spécifiques, les enfants âgés de 6 à 59 mois recevront une assistance aux fins du traitement et de la prévention de la malnutrition, et grâce au renforcement des activités menées par le PAM dans le domaine de l'alimentation scolaire, on sera mieux à même d'inclure les enfants migrants vénézuéliens dans le programme national d'alimentation scolaire. Cette révision permettra de venir en aide à 354 000 personnes supplémentaires, ce qui portera le nombre total de bénéficiaires à 1 179 000, pour un coût total de 44 millions de dollars.
6. **La troisième révision du PSPP-T pour le Népal (2018)** a eu pour effet d'en prolonger de six mois la durée d'exécution jusqu'au début de la mise en œuvre du PSP, prévue en janvier 2019. Conformément aux préférences exprimées par les réfugiés bénéficiaires et

pour réduire la dépendance vis-à-vis des distributions générales de vivres, on a inclus les transferts de type monétaire dans l'activité 2 (effet direct stratégique 2), l'objectif étant de donner aux bénéficiaires un moyen de mieux satisfaire à leurs besoins alimentaires essentiels. La révision a également eu pour effet de rendre plus effective l'assistance nutritionnelle dispensée aux personnes victimes des inondations grâce au recours à la supplémentation alimentaire généralisée pendant un mois; au recours à la supplémentation alimentaire ciblée pendant six mois au bénéfice des enfants âgés de 6 à 59 mois et des filles et des femmes enceintes et allaitantes souffrant de malnutrition; et à l'augmentation du nombre des bénéficiaires du programme de santé et de nutrition maternelles et infantiles, l'accent étant mis sur les 1 000 jours suivant la conception. Elle a permis de venir en aide à 107 636 personnes supplémentaires, ce qui a porté le nombre total de bénéficiaires à 1 134 958, pour un coût total de 7,5 millions de dollars.

7. **La deuxième révision du PSPP-T pour le Cambodge (2018)** a eu pour conséquence l'augmentation du budget alloué à l'activité 1 (effet direct stratégique 1), ce qui a rendu possibles des dons de volumes importants de riz, d'huile végétale et de poisson en boîte, à utiliser en 2019 dans le cadre de l'exécution du PSP. Elle a également rendu possible l'intensification de l'action menée au titre du renforcement des capacités ainsi que l'ajustement des coûts afférents aux technologies de l'information et des communications, aux postes, ou encore à la prestation de services logistiques par des tierces parties. Le coût total associé à cette révision a été de 4 millions de dollars.

### **Révision approuvée par le Directeur exécutif adjoint en vertu des pouvoirs qui lui sont délégués**

8. **La troisième révision du PSP pour le Mozambique (2017-2021)** rend possible la prestation d'une assistance d'urgence aux personnes touchées par la sécheresse dans les zones intérieures semi-arides de Gaza et d'Inhambane, en phase 3 du Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire (IPC). En cas de mauvaises récoltes ou de rendements inférieurs à la moyenne, on s'attend à ce que les cours des céréales soient élevés et que les stocks de produits alimentaires des ménages s'épuisent rapidement dans les zones touchées, une dégradation notable de la sécurité alimentaire et nutritionnelle pendant la période de soudure d'octobre 2018 à mars 2019 étant donc à prévoir. Grâce à la révision en question, on procédera à des ajustements au titre de l'activité 3 (effet direct stratégique 2); les modalités d'assistance utilisées seront les distributions générales de vivres dans les zones reculées et les transferts de type monétaire dans celles où les marchés fonctionnent bien. Des distributions générales de vivres seront également organisées à l'intention des personnes déplacées résidant dans la province septentrionale de Cabo Delgado, qui est touchée par un conflit et présente les taux de malnutrition chronique les plus élevés du pays (phase 4 de l'IPC). La révision se traduira par une augmentation du nombre de bénéficiaires à hauteur de 295 000, ce qui portera leur nombre total à 1 245 066, pour un coût total de 25 millions de dollars.

### **Révisions approuvées par des directeurs régionaux en vertu des pouvoirs qui leur sont délégués**

9. **La troisième révision du PSP pour le Myanmar (2018-2022)** a été rendue nécessaire par divers facteurs, notamment l'intensification des hostilités dans le nord de l'État de Rakhine et une transition plus rapide que prévue des distributions générales de vivres à l'utilisation de transferts de type monétaire. L'activité 1 (effet direct stratégique 1) sera renforcée de sorte que 100 000 personnes supplémentaires bénéficient de distributions générales de vivres et que 25 000 personnes reçoivent désormais des transferts de type monétaire plutôt que des produits alimentaires, qui viendront s'ajouter aux 10 000 personnes bénéficiant déjà de transferts de type monétaire. Dans le cadre de son action au titre de la préparation

aux situations d'urgence et aux interventions à mener le cas échéant, le PAM construira un pôle logistique à Sittwe afin de renforcer l'efficacité des opérations humanitaires dans le nord et le centre de l'État de Rakhine. Le programme d'alimentation scolaire a pour but de diversifier le régime alimentaire des enfants en remplaçant progressivement les biscuits à haute teneur énergétique actuellement utilisés par des repas scolaires cuisinés. Compte tenu du dernier aperçu général des besoins humanitaires et de l'évolution de ces besoins, une diminution notable du nombre des bénéficiaires des activités 7 et 8 (effet direct stratégique 3), axées sur la nutrition, est à prévoir. Le coût total de la révision en question est de 28 millions de dollars.

10. **La première révision du PSP pour l'Ouganda (2018-2022)** prévoit une intervention axée sur le renforcement des capacités, au titre de l'activité 1 (effet direct stratégique 1), avec pour but d'appuyer les efforts déployés par le Gouvernement pour accueillir un nombre croissant de réfugiés. Cette révision donnera au PAM les moyens d'améliorer la qualité de l'assistance fournie aux réfugiés grâce à la mise en œuvre d'activités à dimension nutritionnelle ou spécifiquement axées sur la nutrition et au renforcement de l'infrastructure aux endroits où elles sont menées; on cherchera à obtenir le concours des détaillants avant une éventuelle transposition à plus grande échelle de l'utilisation des transferts de type monétaire; on mènera des initiatives visant à renforcer les moyens existants pour traiter les enjeux liés à la problématique femmes-hommes et à la protection. Le PAM contribuera aussi à remédier aux causes profondes de la malnutrition en procédant à des évaluations et en réalisant des études sur cette question, en revoyant les directives existantes en matière de nutrition et en mettant progressivement en place sa plateforme numérique pour la gestion des bénéficiaires et des transferts (SCOPE), pour une meilleure gestion des données relatives à l'identité des bénéficiaires et aux rations individuelles. Le coût total de la révision en question est de 18 millions de dollars.
11. **La deuxième révision du PSP pour le Soudan du Sud (2018-2020)** a pour objet de rendre plus efficace l'action menée compte tenu du conflit en cours, qui se traduit par des déplacements de population massifs, une économie en ruine et une détérioration de la situation sur le plan de la sécurité alimentaire et de la nutrition. Sur la base des conclusions de récentes évaluations de marché et études de faisabilité, il est prévu de réduire le nombre et la valeur des transferts de type monétaire, car les échanges commerciaux sont fortement compromis dans plusieurs parties du pays. En revanche, on développera l'utilisation des transferts de type monétaire dans les zones urbaines pour venir en aide aux réfugiés qui sont hébergés dans des camps et bénéficient de l'activité 1 (effet direct stratégique 1), ainsi qu'au titre de la composante Appui aux moyens d'existence dans les zones rurales de l'activité 4 (effet direct stratégique 3). La révision entraînera aussi l'adjonction de deux nouvelles activités au titre de l'effet direct stratégique 4: prestation sur demande de services liés à la chaîne d'approvisionnement à l'ensemble de la communauté d'aide humanitaire; prestation de services de télécommunications d'urgence interorganisations. Grâce à cette révision, il sera possible d'aider 102 500 personnes supplémentaires, ce qui portera le nombre de bénéficiaires à 4 468 754, pour un coût total de 18 millions de dollars.
12. **La troisième révision du PSPP pour la République démocratique du Congo (2018-2020)** a été rendue nécessaire par l'aggravation de la situation en matière de sécurité alimentaire et de nutrition en raison d'une flambée de violence dans les provinces du Kasai, du Tanganyika, du Sud-Kivu, du Nord-Kivu et de l'Ituri. Une récente enquête nutritionnelle menée par le Gouvernement a révélé une détérioration alarmante de la nutrition parmi les enfants. Une analyse de tendances et des données fondées sur des observations suggèrent que la situation nutritionnelle continue de se détériorer et qu'elle aura probablement encore empiré au dernier trimestre de 2018, correspondant au début de la période de soudure. La révision entraînera une augmentation du nombre des bénéficiaires de l'activité 4 (effet direct stratégique 2) grâce à la transposition à une plus grande échelle du programme de prévention de la malnutrition aiguë. Plus spécifiquement, on renforcera les

interventions axées sur la prévention de la malnutrition aiguë en conjonction avec le traitement de la malnutrition aiguë modérée et sévère, on procédera plus fréquemment à des distributions générales de vivres dans les zones prioritaires afin de répondre aux besoins alimentaires et nutritionnels des communautés touchées. Grâce à cette révision, il sera possible d'aider 181 952 personnes supplémentaires, ce qui portera le nombre de bénéficiaires à 6 747 386, pour un coût total de 16 millions de dollars.

13. **La première révision du PSP pour le Cameroun (2018-2020)** constitue une réponse aux besoins humanitaires découlant de l'intensification des hostilités entre les groupes armés non étatiques et les forces de sécurité, qui se sont traduites par des déplacements de population massifs dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest. Cette crise est exacerbée par plusieurs autres urgences humanitaires, qui touchent 3,3 millions de personnes à l'échelle du pays, notamment la crise déclenchée par Boko Haram dans la région de l'Extrême-Nord, ou encore les retombées de la crise que traverse la République centrafricaine dans les régions de l'Est, de l'Adamaoua et du Nord. Pour faire face à la multiplication des besoins, l'activité 1 (effet direct stratégique 1) sera désormais aussi menée dans la région du Sud-Ouest, pour qu'une assistance soit fournie aux personnes déplacées; pour que le nombre des bénéficiaires de la plateforme monétaire polyvalente dans la région de l'Extrême-Nord soit accru; et pour qu'il soit procédé à des distributions générales de vivres et à des transferts de type monétaire au bénéfice des réfugiés en provenance de République centrafricaine. Grâce à cette révision, il sera possible d'aider 105 550 personnes supplémentaires, ce qui portera le nombre des bénéficiaires à 624 980, pour un coût total de 16 millions de dollars.
14. **La troisième révision du PSP pour l'État de Palestine (2018-2022)** a pour objet d'atténuer les répercussions de la détérioration des moyens d'existence et du taux de pauvreté élevé, qui entraînent une aggravation de l'insécurité alimentaire dont souffrent déjà 39 pour cent des habitants de la bande de Gaza et 13 pour cent de ceux de la Cisjordanie. Les restrictions qui frappent le commerce et l'accès aux ressources, en particulier dans la bande de Gaza, combinées à l'incidence des troubles civils et du conflit, compromettent le relèvement et la croissance économique de long terme. Plus spécifiquement, cette révision aura pour effets une augmentation du nombre des bénéficiaires de transferts de type monétaire au titre de l'activité 1 (effet direct stratégique 1) et une diversification de l'assortiment alimentaire puisqu'il comprendra désormais du poisson en boîte et des légumes secs. Grâce à cette révision, il sera possible d'aider 54 700 personnes supplémentaires, ce qui portera le nombre des bénéficiaires à 368 700, pour un coût total de 13 millions de dollars.
15. **La deuxième révision du PSPP-T pour le Nicaragua (2018-2019)** a eu pour effet de renforcer l'état de préparation aux situations d'urgence du PAM, l'objectif étant d'obtenir que le Gouvernement dispose en 2018 des moyens voulus pour se préparer aux catastrophes naturelles et aux chocs économiques et y répondre. Pour qu'il soit possible de faire face aux besoins des petits exploitants agricoles et des organisations d'agriculteurs, la distribution de matériel agricole et la prestation d'une formation technique aux agriculteurs bénéficiaires ont été incluses dans l'activité 4 (effet direct stratégique 3), l'objectif étant d'accroître la production agricole et d'élargir l'accès aux marchés. En outre, au titre de l'activité 7 (effet direct stratégique 5), une assistance technique a été fournie au système national de prévention des catastrophes, d'atténuation de leurs effets et d'intervention, pour qu'il soit prêt à réagir au cas où une situation d'urgence surviendrait brutalement. Enfin, au début de la saison des ouragans, en guise de précaution, on a mis davantage l'accent sur la composante Vivres et le nombre de bénéficiaires correspondant a été accru. Grâce à cette révision, il a été possible d'aider 40 000 personnes supplémentaires, ce qui a porté le nombre des bénéficiaires à 276 400, pour un coût total de 1,5 million de dollars.

## Révisions approuvées par des directeurs de pays en vertu des pouvoirs qui leur sont délégués

16. **La deuxième révision du PSPP-T pour Madagascar (2018-2019)** vise à intensifier l'assistance prêté aux personnes touchées par l'insécurité alimentaire et à renforcer les capacités nationales en matière de préparation aux catastrophes naturelles et d'intervention, le cas échéant. Une évaluation menée récemment au titre de l'IPC a révélé que le nombre de personnes touchées par l'insécurité alimentaire qui aurait besoin d'une assistance pendant la période de soudure 2018-2019 (octobre à mars) serait nettement plus élevé que prévu actuellement. Le nord-est de Madagascar a été frappé par les cyclones Ava et Eliakim – en janvier et mars 2018, respectivement – qui ont causé des dégâts très importants aux habitations et à l'infrastructure. La révision prévoit une intensification de l'activité 1 (effet direct stratégique 1) sous la forme de distributions générales de vivres aux populations vulnérables les plus menacées pendant la période de soudure. Elle se traduira aussi par l'accroissement des capacités du PAM en matière de logistique et de télécommunications d'urgence (effet direct stratégique 6) de sorte que les actifs et les effectifs voulus soient en place pour apporter au Gouvernement et à la communauté d'aide humanitaire l'appui nécessaire pour qu'ils interviennent efficacement en cas de catastrophe naturelle survenant brutalement. Grâce à cette révision, il sera possible d'aider 433 720 personnes supplémentaires, ce qui portera le nombre des bénéficiaires à 1 958 378, pour un coût total de 10 millions de dollars.
17. **La deuxième révision du PSP pour l'Équateur (2017-2021)** a été élaborée en réponse à l'arrivée d'un nombre croissant de migrants vénézuéliens vulnérables, qui traversent la frontière en quête de moyens d'existence de base et d'accès à l'alimentation. Entre janvier et juillet 2018, 608 948 Vénézuéliens sont arrivés en Équateur; on estime que 160 000 d'entre eux ont décidé de rester sur place. Face à un accès limité aux vivres, les ménages ont adopté des stratégies de survie préjudiciables (achat de produits alimentaires de mauvaise qualité et réduction du volume et du nombre des repas). Compte tenu de la détérioration de la situation humanitaire, la révision aura pour effet d'accroître le nombre des bénéficiaires (effet direct stratégique 1) grâce à diverses initiatives: transferts de type monétaire à l'intention des migrants vulnérables; formation à la manutention des produits alimentaires et à la sécurité sanitaire des aliments, dans le but de renforcer les compétences des migrants dans ces domaines; éducation à la nutrition des populations touchées. Grâce à cette révision, il sera possible d'aider 334 768 personnes supplémentaires, ce qui portera le nombre des bénéficiaires à 510 718, pour un coût total de 10 millions de dollars.
18. **La deuxième révision du PSPP-T pour le Burkina Faso (2018)** avait pour objet l'atténuation des répercussions des déficits de production céréalière résultant d'une saison de soudure plus longue qu'à l'accoutumée, d'où des niveaux croissants d'insécurité alimentaire. Elle a permis au PAM d'absorber une contribution en nature, ce qui a facilité les distributions générales de vivres au titre de l'activité 6 (effet direct stratégique 4) visant à protéger les actifs productifs et à atténuer l'incidence des mécanismes de survie préjudiciables. On a procédé au ciblage en se fondant sur une analyse de l'économie des ménages, et les bénéficiaires d'assistance alimentaire en nature ont été enregistrés dans SCOPE. Grâce à cette révision, il a été possible de fournir une assistance à 38 060 personnes supplémentaires, ce qui a porté le nombre des bénéficiaires à 1 119 975, pour un coût total de 8,5 millions de dollars.
19. **La cinquième révision du PSP pour la Colombie (2017-2021)** a pour objet d'accroître les capacités productives des petits exploitants agricoles dans les zones rurales: la portée des effets directs stratégiques 4 et 5 sera élargie (accroissement du nombre des bénéficiaires de transferts de type monétaire et intensification des activités de renforcement des capacités). Au titre de l'activité 9, des transferts de type monétaire seront utilisés en guise d'incitation à l'amélioration des pratiques agricoles et pour faciliter la diversification de

l'alimentation et le renforcement des moyens d'existence. On s'attachera aussi à promouvoir la participation effective des femmes rurales aux instances de décision publiques et à mettre en place un programme intégré de réformes rurales qui donne toute leur place aux préoccupations propres aux femmes. L'activité 7 vise à offrir de nouvelles possibilités de générer des revenus, mais aussi à renforcer les capacités agricoles des associations de petits exploitants. Grâce à cette révision, il sera possible d'aider 16 000 personnes supplémentaires, ce qui portera le nombre des bénéficiaires à 1 195 000, pour un coût total de 8,5 millions de dollars.

20. **La première révision du PSP pour les Philippines (2018-2023)** se justifie par la nécessité de répondre aux besoins humanitaires des personnes touchées par la crise de Marawi et d'améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition des personnes vulnérables à Mindanao. En 2017, Marawi, la capitale de Lanao del Sur, dans la Région autonome musulmane de Mindanao, a été assiégée par des militants islamiques, ce qui a donné lieu au déplacement de 400 000 personnes. La ville a depuis été reprise à l'issue d'une offensive menée par les forces armées des Philippines, et on met actuellement la dernière touche à un plan de relèvement intégré. La révision prévoit l'élargissement de la portée de l'activité 1 (effet direct stratégique 1) afin d'apporter un appui aux personnes touchées par la crise à Lanao del Sur grâce à l'intensification de l'alimentation scolaire d'urgence, à des interventions axées sur l'Assistance alimentaire pour la création d'actifs (3A) et à des distributions générales de vivres. Des aliments nutritifs spécialisés seront distribués aux filles et aux femmes enceintes et allaitantes ainsi qu'aux enfants âgés de 6 à 23 mois. Au titre de l'activité 3 (effet direct stratégique 3), la révision prévoit aussi des transferts de type monétaire dans les zones situées dans le centre de Mindanao, où les marchés fonctionnent correctement, ainsi que la mise en œuvre pendant quatre mois d'une composante Alimentation scolaire (repas scolaires contenant du riz, des haricots et de l'huile végétale). Grâce à cette révision, il sera possible d'aider 149 430 personnes supplémentaires, ce qui portera le nombre des bénéficiaires à 277 800, pour un coût total de 8 millions de dollars.
21. **La première révision du PSPP-T pour le Sénégal (2018)** visait à intensifier l'assistance fournie par le PAM en complément du plan d'intervention d'urgence exécuté par le Gouvernement pendant la période de soudure, en 2018. Selon le Cadre harmonisé en date de mars 2018, 752 618 personnes se trouvaient en situation de crise ou d'urgence; quant à l'évaluation de la sécurité alimentaire dans les situations d'urgence menée par le PAM en février 2018 dans le nord du pays, elle a fait apparaître une prévalence élevée de l'insécurité alimentaire. Afin de venir en aide aux populations vulnérables pendant la période de soudure, la portée des activités 1, 2 et 3 (effets directs stratégiques 1 et 2) a été étendue. Au moyen de l'activité 1, on a accru le nombre des bénéficiaires de la composante Transferts de type monétaire; l'action menée au titre du renforcement des capacités a consisté principalement à appuyer les interventions du Gouvernement face aux chocs saisonniers et récurrents, pour les rendre plus efficaces. L'appui fourni au titre de l'activité 2 a porté principalement sur le renforcement des capacités du Gouvernement en matière d'alimentation scolaire et sur l'appui aux ménages vivant avec le VIH. Des produits nutritionnels spécialisés ont été distribués pour prévenir la malnutrition parmi les enfants âgés de 6 à 23 mois et traiter la malnutrition aiguë modérée parmi les enfants âgés de 6 à 59 mois et les filles et les femmes enceintes et allaitantes. Grâce à cette révision, il a été possible d'aider 96 000 personnes supplémentaires, ce qui a porté le nombre des bénéficiaires à 495 185, pour un coût total de 5 millions de dollars.
22. **La première révision du PSPP-T pour la Guinée-Bissau (2018-2019)** a pour but l'amélioration de la qualité des repas scolaires, l'intensification de la production agricole et la création de nouvelles possibilités de générer des revenus: pour ce faire, on achètera davantage de vivres produits localement. La portée de l'activité 7 (effet direct stratégique 3) sera élargie selon trois axes: achat de 1 523 tonnes de vivres auprès de petits exploitants, destinées au programme d'alimentation scolaire; intensification des activités de

- renforcement des capacités pour appuyer les organisations non gouvernementales locales qui assurent des formations visant à perfectionner les pratiques agricoles des petits exploitants; augmentation du budget alloué aux activités de suivi et de nature logistique menées par le PAM et les partenaires non gouvernementaux. Grâce à cette révision, il sera possible d'aider 4 358 personnes supplémentaires, ce qui portera le nombre des bénéficiaires à 232 046, pour un coût total de 2 millions de dollars.
23. **La troisième révision du PSPP-T pour la Mauritanie (2018)** avait pour objet d'apporter un appui aux réfugiés maliens touchés par le conflit et aux populations mauritaniennes vulnérables au moyen de diverses modalités d'assistance. La situation en matière de sécurité dans le nord et le centre du Mali a continué à se détériorer durant le premier semestre de 2018, des affrontements entre groupes armés ayant eu pour conséquence l'arrivée d'un nombre croissant de réfugiés en Mauritanie. Les ajustements apportés à l'activité 3 (effet direct stratégique 2) ont permis d'augmenter le nombre des bénéficiaires et d'améliorer l'assortiment alimentaire des réfugiés maliens ciblés dans le cadre des distributions générales de vivres. Les modifications apportées à l'activité 6 (effet direct stratégique 4) visaient à remplacer les distributions générales de vivres par des transferts de type monétaire dans le cadre de l'intervention axée sur la création d'actifs au niveau local et à destination des ménages, menée à l'intention des Mauritaniens touchés par l'insécurité alimentaire. Grâce à des fonds de la Direction générale de la protection civile et des opérations d'aide humanitaire européennes, le PAM a engagé la mise en œuvre d'une initiative axée sur la préparation aux situations d'urgence et à l'intervention en cas de crise, prévue pour durer 18 mois, au titre de l'activité 8 (effet direct stratégique 6), avec pour objectif d'étoffer le système national de gestion des risques de catastrophe. Grâce à cette révision, il a été possible d'aider 3 000 personnes supplémentaires, ce qui a porté le nombre des bénéficiaires à 516 200, pour un coût total de 2 millions de dollars.
24. **La troisième révision du PSPP-T pour le Mali (2018-2019)** porte sur l'intensification des activités de renforcement de la résilience et d'appui nutritionnel menées à l'intention des populations vulnérables dans plusieurs sites prioritaires répartis dans l'ensemble du pays. On prévoit que le nombre des personnes victimes d'insécurité alimentaire va augmenter pour atteindre environ 3,4 millions pendant la saison de soudure de 2019, dont 400 000 seront en situation d'insécurité alimentaire grave. La prévalence de l'insécurité alimentaire est la plus élevée dans le nord et dans le centre du Mali. Grâce à cette révision, la portée de l'effet direct stratégique 3 sera étendue: en effet, les interventions axées sur la prévention de la malnutrition chronique et le traitement de la malnutrition aiguë (activités 5 et 6) passeront à l'échelle supérieure. Il en ira de même de la composante 3A de l'activité 8 (effet direct stratégique 4), l'objectif étant de répondre aux besoins des personnes les plus touchées par l'insécurité alimentaire en améliorant leur sécurité alimentaire et leur résilience sur le long terme, afin qu'elles puissent faire face aux chocs futurs. Il sera ainsi possible d'aider 389 413 personnes supplémentaires, ce qui portera le nombre des bénéficiaires à 2 397 533, pour un coût total de 1,7 million de dollars.
25. **La première révision du PSPP-T pour le Ghana (2018)** a été élaborée en réponse à une demande du Gouvernement, qui souhaitait que le PAM intensifie son assistance technique pour accroître le champ d'application du modèle et du programme nationaux d'alimentation scolaire. Elle a permis d'ajuster l'effet direct stratégique 3 au moyen du renforcement de l'activité 7, l'objectif étant d'appuyer la transposition à une plus grande échelle par le Gouvernement du programme national d'alimentation scolaire de sorte qu'il couvre l'ensemble des 10 régions que compte le pays. L'appui apporté par le PAM au perfectionnement des systèmes alimentaires au bénéfice des petits exploitants agricoles a été amplifié grâce au renforcement de l'activité 4 (effet direct stratégique 2), avec pour objectif la facilitation de l'établissement de structures de transformation des aliments à petite échelle. Le coût total du projet a été de 1,2 million de dollars.

26. **La deuxième révision du PSPP-T pour la Turquie (2018-2019)** a pour but de rendre plus autonomes les réfugiés syriens qui vivent en Turquie et repose sur des activités axées sur le renforcement des capacités institutionnelles et d'appui aux moyens d'existence. Sur la base de cette révision, l'activité 4 (effet direct stratégique 1) est intensifiée, l'objectif étant de fournir aux partenaires gouvernementaux, universitaires et non gouvernementaux l'assistance technique dont ils ont besoin pour élaborer des solutions modèles propres à ouvrir aux réfugiés résidant en Turquie un accès à d'autres moyens d'existence. Grâce à cette révision, et en collaboration avec ses partenaires, le PAM a également pour ambition de mettre en œuvre une activité pilote à petite échelle à l'intention des jeunes réfugiés – apprentissage de la langue et d'une activité professionnelle et formation sur le terrain, en vue de l'insertion professionnelle dans les secteurs de la représentation et de la restauration. Les participants recevront des transferts de type monétaire qui couvriront leurs besoins élémentaires pendant la période de formation. Grâce à cette révision, il sera possible d'aider 427 personnes supplémentaires, ce qui portera le nombre des bénéficiaires à 1 650 427, pour un coût total de 746 370 dollars.
27. **La première révision du PSPP-T pour la Côte d'Ivoire (2018)** avait pour but de répondre aux besoins d'urgence des personnes victimes des fortes inondations provoquées par des pluies torrentielles à Abidjan le 18 juin 2018, qui avaient entraîné des pertes humaines et la destruction à grande échelle d'habitations et d'éléments d'infrastructure. Un nouvel effet direct stratégique 5 a été inclus, associé à l'activité 7 qui consisterait à réaliser une évaluation de la sécurité alimentaire en situation d'urgence afin de définir plus précisément quelle intervention il conviendrait de mener. Des transferts de type monétaire ont été utilisés afin d'éviter que la sécurité alimentaire et l'état nutritionnel des bénéficiaires se détériorent encore et de veiller à ce que les ménages touchés n'adoptent pas de stratégies de survie préjudiciables, ce qui les aurait conduits à s'endetter davantage et aurait compromis leurs perspectives de relèvement. Grâce à cette révision, il a été possible d'aider 2 500 personnes supplémentaires, ce qui a porté le nombre des bénéficiaires à 299 500, pour un coût total de 410 639 dollars.
28. **La première révision du PSPP-T pour la Gambie (2018)** répondait à l'objectif suivant: contribuer au renforcement de la capacité du Gouvernement de gérer le programme national d'alimentation scolaire et d'assurer la mise en œuvre d'activités à dimension nutritionnelle. Cette révision a élargi la portée de l'activité 1 (effet direct stratégique 1) de la manière suivante: des activités de formation à l'utilisation des transferts de type monétaire ont été menées à l'intention d'entités gouvernementales, cette modalité devant être progressivement mise en place dans 19 établissements scolaires dont la responsabilité avait été récemment transférée au Gouvernement. Le PAM a également assuré la distribution de matériel destiné à améliorer le suivi des indicateurs relatifs à l'alimentation scolaire et à la communication des résultats obtenus. La dimension nutritionnelle de l'activité 6 (effet direct stratégique 2) a été renforcée grâce à une diffusion plus large, dans les médias, de messages axés sur la nutrition au titre de la composante Communication visant à faire évoluer la société et les comportements. L'incidence budgétaire de cette révision s'est élevée à 12 547 dollars.

## ANNEXE

<b>PSP, PSPP ET PSPP-T APPROUVÉS POUR LESQUELS DES RÉVISIONS ET DES AUGMENTATIONS BUDGÉTAIRES ONT ÉTÉ AUTORISÉES ENTRE LE 1<sup>ER</sup> JUILLET ET LE 31 DÉCEMBRE 2018</b>					
Pays	Intitulé	Domaine d'action privilégié concerné par la révision	Budget approuvé	Coût de la révision	Budget révisé
			Coût total pour le PAM (en dollars)	Coût total pour le PAM (en dollars)	Coût total pour le PAM (en dollars)
<b>Révisions et augmentations budgétaires approuvées en vertu des pouvoirs délégués au Directeur exécutif</b>					
Colombie	Plan stratégique de pays (2017-2021)	Intervention face à une crise/causes profondes/renforcement de la résilience	109 014 831	43 780 235	152 795 066
Népal	Plan stratégique de pays provisoire de transition (2018)	Intervention face à une crise/causes profondes/renforcement de la résilience	35 155 481	7 590 916	42 746 397
Cambodge	Plan stratégique de pays provisoire de transition (2018)	Renforcement de la résilience/causes profondes	18 233 903	4 251 919	22 485 823
<b>Révisions approuvées par le Directeur exécutif adjoint</b>					
Mozambique	Plan stratégique de pays (2017-2021)	Intervention face à une crise/causes profondes	172 489 632	24 738 788	197 228 420
<b>Révisions approuvées par des directeurs régionaux</b>					
Myanmar	Plan stratégique de pays (2018-2022)	Intervention face à une crise/renforcement de la résilience	309 350 623	27 509 378	336 860 001
Ouganda	Plan stratégique de pays (2018-2022)	Intervention face à une crise/causes profondes/renforcement de la résilience	1 228 237 659	18 109 644	1 246 347 303

<b>PSP, PSPP ET PSPP-T APPROUVÉS POUR LESQUELS DES RÉVISIONS ET DES AUGMENTATIONS BUDGÉTAIRES ONT ÉTÉ AUTORISÉES ENTRE LE 1<sup>ER</sup> JUILLET ET LE 31 DÉCEMBRE 2018</b>					
<b>Pays</b>	<b>Intitulé</b>	<b>Domaine d'action privilégié concerné par la révision</b>	<b>Budget approuvé</b>	<b>Coût de la révision</b>	<b>Budget révisé</b>
			<b>Coût total pour le PAM (en dollars)</b>	<b>Coût total pour le PAM (en dollars)</b>	<b>Coût total pour le PAM (en dollars)</b>
<b>Soudan du Sud</b>	<b>Plan stratégique de pays (2018–2020)</b>	Intervention face à une crise/renforcement de la résilience	3 167 828 495	17 947 081	3 185 775 576
<b>République démocratique du Congo</b>	<b>Plan stratégique de pays provisoire (2018–2020)</b>	Intervention face à une crise	720 578 774	16 160 381	736 739 156
<b>Cameroun</b>	<b>Plan stratégique de pays (2018–2020)</b>	Intervention face à une crise/renforcement de la résilience	182 028 058	15 727 339	197 755 397
<b>État de Palestine</b>	<b>Plan stratégique de pays (2018–2022)</b>	Intervention face à une crise/renforcement de la résilience	240 246 435	12 912 567	253 159 003
<b>Nicaragua</b>	<b>Plan stratégique de pays provisoire de transition (2018-2019)</b>	Intervention face à une crise/renforcement de la résilience	10 170 916	1 511 878	11 682 794
<b>Révisions approuvées par des directeurs de pays</b>					
<b>Madagascar</b>	<b>Plan stratégique de pays provisoire de transition (2018-2019)</b>	Intervention face à une crise	59 385 833	9 888 548	69 274 380
<b>Équateur</b>	<b>Plan stratégique de pays (2017–2021)</b>	Intervention face à une crise	41 445 242	9 806 822	51 252 064
<b>Burkina Faso</b>	<b>Plan stratégique de pays provisoire de transition (2018)</b>	Intervention face à une crise/renforcement de la résilience	66 963 282	8 470 726	75 434 008

<b>PSP, PSPP ET PSPP-T APPROUVÉS POUR LESQUELS DES RÉVISIONS ET DES AUGMENTATIONS BUDGÉTAIRES ONT ÉTÉ AUTORISÉES ENTRE LE 1<sup>ER</sup> JUILLET ET LE 31 DÉCEMBRE 2018</b>					
<b>Pays</b>	<b>Intitulé</b>	<b>Domaine d'action privilégié concerné par la révision</b>	<b>Budget approuvé</b>	<b>Coût de la révision</b>	<b>Budget révisé</b>
			<b>Coût total pour le PAM (en dollars)</b>	<b>Coût total pour le PAM (en dollars)</b>	<b>Coût total pour le PAM (en dollars)</b>
<b>Colombie</b>	<b>Plan stratégique de pays (2017-2021)</b>	Renforcement de la résilience	152 795 066	8 445 001	161 240 067
<b>Philippines</b>	<b>Plan stratégique de pays (2017-2023)</b>	Intervention face à une crise/causes profondes/renforcement de la résilience	33 015 920	7 667 295	40 683 215
<b>Sénégal</b>	<b>Plan stratégique de pays provisoire de transition (2018)</b>	Renforcement de la résilience	15 164 408	4 794 583	19 958 991
<b>Guinée-Bissau</b>	<b>Plan stratégique de pays provisoire de transition (2018-2019)</b>	Causes profondes	20 498 090	1 983 009	22 481 099
<b>Mauritanie</b>	<b>Plan stratégique de pays provisoire de transition (2018)</b>	Intervention face à une crise/renforcement de la résilience	59 612 318	1 713 640	61 325 957
<b>Mali</b>	<b>Plan stratégique de pays provisoire de transition (2018-2019)</b>	Intervention face à une crise/renforcement de la résilience	194 181 733	1 658 617	195 840 350
<b>Ghana</b>	<b>Plan stratégique de pays provisoire de transition (2018)</b>	Causes profondes	10 242 480	1 238 555	11 481 035
<b>Turquie</b>	<b>Plan stratégique de pays provisoire de transition (2018-2019)</b>	Renforcement de la résilience	737 274 852	746 370	738 021 222

<b>PSP, PSPP ET PSPP-T APPROUVÉS POUR LESQUELS DES RÉVISIONS ET DES AUGMENTATIONS BUDGÉTAIRES ONT ÉTÉ AUTORISÉES ENTRE LE 1<sup>ER</sup> JUILLET ET LE 31 DÉCEMBRE 2018</b>					
<b>Pays</b>	<b>Intitulé</b>	<b>Domaine d'action privilégié concerné par la révision</b>	<b>Budget approuvé</b>	<b>Coût de la révision</b>	<b>Budget révisé</b>
			<b>Coût total pour le PAM (en dollars)</b>	<b>Coût total pour le PAM (en dollars)</b>	<b>Coût total pour le PAM (en dollars)</b>
<b>Côte d'Ivoire</b>	<b>Plan stratégique de pays provisoire de transition (2018)</b>	Intervention face à une crise	17 942 691	410 639	18 353 331
<b>Gambie</b>	<b>Plan stratégique de pays provisoire de transition (2018)</b>	Causes profondes	7 698 147	12 547	7 710 694
<b>Coût total des révisions pour le PAM</b>				<b>247 076 478</b>	

**Liste des sigles utilisés dans le présent document**

3A	Assistance alimentaire pour la création d'actifs
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
IPC	Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire
PSP	plan stratégique de pays
PSPP	plan stratégique de pays provisoire
PSPP-T	plan stratégique de pays provisoire de transition
SCOPE	plateforme numérique pour la gestion des bénéficiaires et des transferts